

3e Forum de l'OCDE sur la gouvernance des infrastructures

**Des infrastructures de qualité
répondant à l'intérêt général:**
Réalisation d'infrastructures durables,
transparentes et inclusives

Siège de l'OCDE, Paris
26 mars 2018



ORDRE DU JOUR

En partenariat avec :



Long-term
Infrastructure
Investors
Association



Des infrastructures de qualité répondant à l'intérêt général

Réalisation d'infrastructures durables, transparentes et inclusives

3^e Forum de l'OCDE sur la gouvernance des infrastructures

26 mars 2018, Siège de l'OCDE, Paris

PROJET D'ORDRE DU JOUR

Ce Forum annuel rassemble des spécialistes de tous les secteurs associés à la politique des infrastructures – responsables des projets d'infrastructure dans les ministères des finances et les ministères sectoriels, régulateurs, gestionnaires de PPP, etc., mais aussi représentants du secteur privé, des investisseurs et de la société civile – pour des échanges de données d'expérience sur la façon de remédier aux goulets d'étranglement liés à la gouvernance et de renforcer la gestion des infrastructures, de la conception à la réalisation.

9h30-10h00 Remarques liminaires

Président : **M. Thomas Barrett**, Associé principal, Brookings Institution (non résident) ; Directeur émérite de la Banque européenne d'investissement (BEI) et Ministre émérite de la Délégation de l'UE auprès des États-Unis.

- **Mme Mari Kiviniemi**, Secrétaire général adjoint, OCDE
- **M. Hartwig Schafer**, Vice-président, Thèmes mondiaux, Groupe de la Banque mondiale

10h00-10h45 Séance 1 : Introduction - État des lieux des questions de gouvernance et d'orientation de l'action qui se posent dans le cadre du cycle d'élaboration des politiques relatives aux infrastructures

Cette séance examinera les questions que les décideurs doivent se poser pour s'assurer que l'investissement dans les infrastructures atteint ses objectifs stratégiques et apporte de réels avantages aux consommateurs et aux citoyens. Alors que le secteur est sensible aux problèmes de captation de l'action publique, d'incertitude économique, de complexité financière et technique et parfois de corruption, la multiplicité des acteurs publics et privés intervenant dans la réalisation des infrastructures peut aussi nuire à l'intérêt général. Quelles mesures peuvent prendre les décideurs pour renforcer la gouvernance et améliorer le rendement attendu des stratégies en matière d'infrastructures ?

- **M. James Stewart**, Vice-Président et Chef pour le Brexit, KPMG, Grande-Bretagne
- **M. Vitor Gaspar**, Directeur, Département des affaires fiscales, Fonds monétaire international

10h45–11h00 Allocution spéciale de la Présidence G20 : M. Ariel Sigal, Chef de Cabinet du Ministère du Trésor, Argentine

11h00-11h30 **Café**

11h30-13h00 **Séance n°2 : La concertation au service d'infrastructures inclusives**

Les dispositifs transparents et inclusifs de consultation des intéressés représentent aujourd'hui un outil essentiel de l'action publique dans la plupart des domaines. Dans le secteur des infrastructures, les mécanismes actuels ne tiennent pas pleinement compte de l'intérêt général ou n'ont pas de véritable influence sur les décisions des pouvoirs publics, et débouchent semble-t-il souvent sur des retards, des conflits et des résultats qui laissent à désirer. Cette séance examinera des exemples de situations où la gestion concluante de la participation du public a permis de rendre plus légitime et transparente la décision d'investissement et contribué à la mise en place d'infrastructures durables et inclusives.

- **Mme Deborah L. Wetzel**, Directrice principale, Pôle mondial d'expertise en Gouvernance, Groupe de la Banque mondiale
- **M. Alberto Alemanno**, Professeur de droit européen, filière Jean Monnet, HEC Paris et Professeur de droit, NYU School of Law
- **M. Tarik Gracida**, Chef de l'initiative #DatosEnLaCalle, Mexique, Réseau Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT)
- **Mme Monika Ollig**, Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire, Allemagne

Commentateur : **M. Eugene Zhuchenko**, Directeur exécutif, Long-Term Infrastructure Investors Association

13h00-14h30 **Déjeuner**

14h30-15h30 **Séance n° 3 : Solutions intelligentes – les nouvelles technologies et la transformation numérique peuvent-elles améliorer la gouvernance des infrastructures ?**

La transformation numérique a un impact spectaculaire sur tous les aspects de l'action des pouvoirs publics, notamment les priorités en matière d'investissement. Les nouvelles technologies comme le très haut débit et les blockchains permettent des échanges d'informations rapides, sûrs et traçables, ce qui soulève – mais peut aussi résoudre – de nombreux problèmes de gouvernance auxquels doivent répondre les responsables de la politique des infrastructures : divulgation de données, marchés publics ouverts, recherche de financements, normalisation des procédures de passation de marchés... Cette séance examinera en quoi une meilleure gouvernance des enjeux technologiques peut contribuer à améliorer l'élaboration des politiques relatives aux infrastructures, de la planification à la réalisation, en accordant une attention particulière à l'amélioration de la transparence, l'accès à l'information et la divulgation. Elle abordera aussi les défis imposés par la révolution numérique aux responsables de l'élaboration des politiques.

- **Mme Barbara Ubaldi**, Chef de l'équipe du Gouvernement numérique et des données ouvertes, Division de la Réforme du Secteur Public, Direction de la Gouvernance publique, OCDE
- **Mme Karine de Fremont**, Directrice du Département Transition Urbaine et Mobilité, Agence Française de Développement [tbc]
- **M. Christophe Dossarps**, Directeur Général, Fondation pour l'infrastructure durable

15h30-16h00 **Café**

16h00-17h15 Séance n° 4 : Comment la prise de décisions fondée sur des observations factuelles peut favoriser la réalisation d'infrastructures répondant à l'intérêt général

Des données factuelles de qualité sont indispensables à des politiques de qualité. Cette séance se penchera sur les déficits de données qui gênent aujourd'hui la prise de décisions aux niveaux international et national. Ces carences concernent tout à la fois l'appréciation des besoins, l'évaluation des performances, les moyens financiers et l'optimisation des ressources, de même que les capacités institutionnelles. À l'évidence, les pouvoirs publics et le secteur privé ont intérêt à disposer de meilleures données pour la planification stratégique, la hiérarchisation, le choix du mode de réalisation et le suivi. Une disponibilité accrue de données fiables et objectives sur les infrastructures profiterait aussi à beaucoup d'autres parties prenantes, dont les investisseurs, la société civile, les régulateurs et les vérificateurs.

Cette séance fera fond sur les récents échanges de vues du Groupe d'étude G20/OCDE sur les investisseurs institutionnels et le financement à long terme consacrés aux moyens de faire progresser les recherches sur la régulation financière, les résultats financiers, l'analyse des incidences économiques et les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Modérateur : **M. Raffaele della Croce**, Responsable Investissement à Long Terme, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE

- **M. Christopher Heathcote**, Président-Directeur général, Global Infrastructure Hub
- **M. Keith Waller**, Conseiller principal, Autorité des infrastructures et projets, Royaume-Uni
- **M. Paddy Howard**, Département des dépenses publiques et de la réforme, Irlande
- **Mme Chiara Assunta Ricci**, Inspection générale des affaires économiques, Ministère de l'Économie et des Finances, Italie

Commentateur : **M. Gerd Schwartz**, Directeur adjoint, Département des Affaires fiscales, FMI

17h15-17h45 Séance n° 5 : Nouvelles tendances en matière de gestion des infrastructures : la voie à suivre

La dernière séance donnera à réfléchir aux nouveaux défis de la gouvernance des infrastructures et de suggérer des priorités de recherche pour l'OCDE et pour la communauté internationale plus généralement. Parmi les orateurs, figureront :

- **M. Ralph Eley**, Chef de l'Équipe sur la dette liée à l'infrastructure, Allianz Global Investors
- **M. Christopher Heathcote**, Président-Directeur général, Global Infrastructure Hub
- **M. Salim Bensmail**, Directeur, Mission d'appui au financement des infrastructures (Fin Infra), Ministère des Finances, France
- **Mme Deborah L. Wetzel**, Directrice principale, Governance Global Practice, Banque mondiale
- **M. André Laboul**, Conseiller principal, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE
- **M. Andrew Davies**, Conseiller principal, Direction de la gouvernance publique, OCDE

17h45-18h00 Séance n°6 : Synthèse et prochaines étapes

- **M. Marcos Bonturi**, Directeur, Direction de la gouvernance publique, OCDE

18h00	Cocktail offert aux participants par la Long Term Infrastructure Investors Association (LTIIA)
--------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Formulaire d'inscription

Tous les délégués doivent remplir le formulaire d'inscription joint et le renvoyer au Secrétariat (Laetitia.CHRISTOPHE@oecd.org) avant la réunion.

Hébergement

Il appartient aux délégués de se charger de leur hébergement. Des renseignements sur les hôtels proches de l'OCDE accordant des tarifs préférentiels ainsi que notre système de réservation en ligne sont accessibles à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/site/conferencecentre/hotels-close-to-oecd.htm>

Lieu de réunion

La réunion se tiendra au Centre de conférences du Siège de l'OCDE, au Château de la Muette, qui est situé au 2, rue André Pascal, dans le 16^e arrondissement de Paris. Les stations de métro et de RER les plus proches sont la station « La Muette » (ligne 9 du métro) ou les stations « Boulainvilliers » ou « Avenue Henri Martin » (ligne C du RER). On trouvera un complément d'information sur les moyens d'accès à l'OCDE à l'adresse suivante :

<https://www.oecd.org/fr/sites/centredeconferences/serendrealocde.htm>.

Sécurité et badges

Veuillez noter que le Siège de l'OCDE est un site sécurisé. Les badges ne seront délivrés qu'aux délégués qui se seront préalablement inscrits et qui présenteront un passeport ou une carte nationale d'identité. Les délégués devront se rendre à l'entrée principale et se soumettre à un contrôle de sécurité pour obtenir leur badge. Veuillez prévoir jusqu'à une quinzaine de minutes pour l'accomplissement de ces formalités.

Réception

Le lundi 26 mars, à l'issue du Forum, les participants sont conviés à un cocktail organisé à l'invitation de la Long Term Infrastructure Investors Association (LTIIA).

Interprétation simultanée

L'interprétation simultanée des débats en anglais et en français, les deux langues officielles de l'OCDE, sera assurée pendant toute la durée de la réunion. Si une délégation ou un participant souhaite bénéficier d'une interprétation vers une autre langue ou à partir d'une autre langue, il est prié d'en aviser le Secrétariat (Laetitia.CHRISTOPHE@oecd.org) dans les meilleurs délais. Veuillez noter que les coûts d'une telle interprétation seront supportés par la délégation à l'origine de cette demande.

Accès wifi et centre d'affaires

Un accès gratuit au wifi est assuré dans l'ensemble du Centre de conférences de l'OCDE. Un accès internet est fourni au *café Espresso*. Le Centre de conférences abrite également un centre d'affaires proposant gratuitement des ordinateurs de bureau dotés de la suite Microsoft Office classique et d'une connexion internet et reliés à des imprimantes.

Les délégués sont priés d'utiliser le hashtag #OECDsbo lors de Tweets.

Contacts

Si vous avez la moindre question, n'hésitez pas à contacter Laetitia.CHRISTOPHE@oecd.org

Pour de plus amples informations, merci de consulter :

<http://www.oecd.org/fr/gov/oecd-forum-on-governance-of-infrastructure-2018.htm>

